

25/04/11 | 12:38 | mis à jour à 13:13 | Guillaume Delacroix **Sarkozy et Fillon à Rome pour faire la paix avec Berlusconi**

**Un sommet franco-italien se tient mardi à Rome pour résoudre le différend portant sur l'immigration tunisienne. Le renoncement de Silvio Berlusconi au nucléaire alourdit des discussions déjà difficiles en matière économique avec les affaires Edison, Parmalat et Mediobanca.**



Rarement un sommet bilatéral se sera tenu dans un climat aussi tendu entre la France et l'Italie. Nicolas Sarkozy et François Fillon rencontrent mardi matin Silvio Berlusconi, à Rome, pour tenter d'aplanir les désaccords sur les immigrés nord-africains en situation irrégulière qui veulent gagner l'Hexagone en transitant par l'île de Lampedusa. L'Italie reproche à la France de fermer sa frontière au niveau des Alpes, tandis que la France juge à la limite de la légalité les permis de séjour temporaire que l'Italie distribue afin de garantir la libre circulation dans l'espace Schengen.

Après une rencontre début avril entre les ministres de l'Intérieur, laquelle n'avait conduit qu'à l'organisation de patrouilles navales communes entre Sicile et Tunisie, les deux gouvernements devraient appeler à la «sécurisation» de la convention de Schengen, autrement dit à la clarification des règles du jeu relatives aux flux migratoires en Europe. Ils entendent «sortir par le haut» en lançant une initiative en direction de la rive sud de la Méditerranée, sur la thématique du développement. Une manière d'aplanir, en même temps, les dissensions sur le dossier libyen. Le Conseil national de transition, qui réunit les opposants au colonel Kadhafi, est désormais reconnu par Rome et Paris, mais les Italiens refusent de participer aux bombardements de leur ancienne colonie et en veulent à Nicolas Sarkozy de les avoir laissés à l'écart des prises de décision avant les premières attaques aériennes.

En arrière-plan, ils n'ont toujours pas digéré l'accord de défense signé en novembre 2010 entre la France et le Royaume-Uni pour coopérer dans les porte-avions, les drones et les satellites. Des marchés dont le groupe italien Finmeccanica a fait sa spécialité et dont il va se retrouver, de facto, marginalisé. *« La France fait de l'ingérence au travers de négociations bilatérales, tandis que l'Italie privilégie systématiquement le multilatéralisme à l'échelon européen, il y a donc des limites intrinsèques à l'apaisement des dissensions »*, estime Jean-Pierre Darnis, de l'Institut italien des affaires internationales.

Le sommet de Rome n'échappera pas non plus aux sujets économiques qui fâchent. Silvio Berlusconi ayant renoncé la semaine dernière au nucléaire, sujet phare des deux précédents sommets franco-italiens, EDF, qui devait construire quatre réacteurs avec son homologue transalpin Enel, attend des compensations. Il pourrait les trouver chez Edison, l'électricien milanais dont il veut prendre le contrôle, malgré la ferme opposition du ministre de l'Economie, Giulio Tremonti. Très critiqué à droite pour sa rigueur s'agissant des finances publiques et

pour son colbertisme s'agissant de politique industrielle, ce dernier a failli démissionner à la veille du week-end de Pâques. Il va avoir du mal à justifier sa volonté d'empêcher le français Lactalis d'acquérir le groupe laitier Parmalat ou de faire sortir Vincent Bolloré de la banque d'affaires Mediobanca.

**GUILLAUME DELACROIX, CORRESPONDANT À ROME**

Photo : Elysée

Tous droits réservés - Les Echos 2011